



ledélit

McGill DAILY ledélit
DPS *SPD*
DAILY PUBLICATIONS SOCIETY
SOCIÉTÉ DES PUBLICATIONS DU DAILY

Publié par la Société des publications du Daily, une association étudiante de l'Université McGill
Le Délit est situé en territoire Kanien'kehá:ka non cédé.

MK-Ultra : les victimes réclament justice

Des expériences illégales menées sur des sujets humains à McGill.

Le 2 octobre dernier, la Cour d'appel du Québec a accordé l'immunité juridique au gouvernement américain, qui aurait laissé libre cours à des expériences de lavage de cerveau 70 ans plus tôt dans un hôpital psychiatrique de McGill. Le programme de recherche MK-Ultra, créé secrètement en 1953 par la CIA, développait des techniques de contrôle de l'esprit sur des cobayes humains non consentants. Il a pris place dans plus de 80 institutions, dont l'Institut Allan Memorial à McGill. Depuis, plusieurs familles de victimes réclament justice et estiment que des dommages irréparables leur ont été causés.

Cette affaire fait suite à une action collective entreprise en 2019 au nom de toute personne ayant subi des préjudices à la suite des expériences MK-Ultra. Cette action collective poursuit l'Université McGill, l'Hôpital Royal Victoria et les gouvernements canadien et américain.

En vertu de la Loi sur l'immunité des États de 1982, la Cour d'appel du Québec a décrété que le gouvernement américain ne peut être poursuivi en sol canadien, bénéficiant d'une immunité au moment où les expériences MK-Ultra ont été orchestrées. Les avocats du procureur général des États-Unis ont obtenu gain de cause en plaçant que tout procès intenté à l'encontre du gouvernement américain doit avoir lieu dans leur pays. Selon les plaignants, cette décision est invalide parce qu'elle ne tient pas compte d'une application rétrospective de la clause 6A de la Loi, qui établit une dérogation à l'immunité de juridiction dans le cas de « décès ou dommages corporels survenus au Canada ».

Dans quel contexte MK-Ultra a-t-il eu lieu?

Au début de la guerre froide, la CIA suspectait l'URSS d'avoir découvert une drogue puissante permettant le lavage de cerveau, alors que certains combattants américains auraient été reconditionnés au sortir de leur emprisonnement dans le camp communiste. Durant la « Peur Rouge », un fort sentiment anticomunisme se propage aux États-Unis ; c'est dans ce contexte que la CIA crée le projet hautement confidentiel MK-Ultra, afin de mettre au point des techniques de manipulation mentale. Il est reconnu assez unanimement que le financement des expériences à l'hôpital psychiatrique de McGill provenait en partie de la CIA, sous couvert de fausses associations.

Électrochocs 30 à 40 fois plus forts que la moyenne, administration de LSD-25, coma artificiel et mélange de médicaments : tels étaient les traitements infligés aux patients qui entraient à l'Institut Allan Memorial, dirigé par son tout premier directeur, Donald Ewen Cameron. Co-fondateur de l'association mondiale de psychiatrie (WPA), il est à

l'époque psychiatre de renom et a participé à l'examen du cas du dirigeant nazi Rudolph Hess lors du Procès de Nuremberg en 1945.

De 1948 à 1964, Cameron est à la tête de l'hôpital psychiatrique en plein cœur de Montréal. Il y instaure une politique d'« hôpital de jour », considérée novatrice

contre la construction du Nouveau Vic, alléguant que des tombes non marquées d'enfants autochtones, victimes des expériences du docteur Cameron et de mauvais traitements, seraient présentes sur le site.

De tempérament fugueuse, Ponting a été envoyée à l'hôpital psychiatrique en 1958



à l'époque, parce qu'elle laisse le choix aux patients de retourner chez eux après avoir reçu leurs traitements dans la journée. Elle permet ainsi d'humaniser les soins et de limiter l'impression d'enfermement.

Une partie des recherches de Cameron mises en œuvre à l'Institut Allan Memorial de McGill portaient sur le traitement de la schizophrénie. Son article co-rédigé en 1958 présente une approche psychiatrique visant la « déstructuration » du cerveau du patient : « L'objectif de la thérapie par électrochocs est de produire, en combinaison avec le sommeil, un état de confusion que nous appelons déstructuration complète. (tdlr) » Cet « état de confusion » mènerait alors le patient à perdre toute notion spatio-temporelle, puis de son identité, afin d'entamer par la suite une période de « reprogrammation » du cerveau en le bombardant de messages à répétition. Ces expériences auraient notamment créé des troubles de la parole, d'incontinence et l'amnésie chez les patients.

Témoignage d'une survivante

Lana Ponting, une Winnipégoise de 82 ans contactée par *Le Délit*, a subi les expériences de Cameron et a accepté de témoigner de son passage au Allan Memorial Institute. Elle réclame une reconnaissance de ses traumatismes ainsi qu'une compensation financière de la part du gouvernement canadien. Ponting a fait une déclaration sous serment devant la Cour supérieure du Québec, appuyant le procès intenté par les mères Mohawks, puisqu'elle croit que des victimes des expériences MK-Ultra ont bel et bien été enterrées en sol mcgillois.

Pour rappel, le collectif des mères Mohawks a déposé une plainte en mars 2022

alors qu'elle était âgée de 15 ans. « J'avais des problèmes avec ma famille. Mon père et ma belle-mère n'avaient aucune idée de ce qu'était réellement l'Allan Memorial Institute. Et puis j'y suis entrée. On m'a donné beaucoup de drogues, y compris du LSD », explique-t-elle.

Ponting avoue ne pas se souvenir beaucoup de cette époque, en raison de la forte dose de médicaments et de drogues qu'elle ingérait. Elle conserve tout de même le souvenir de Cameron comme d'« un homme très méchant » et définit ses traitements comme de la « torture » qui ont laissé chez elle des traces physiques et mentales.

Elle est l'une des rares personnes qui a pu accéder à son dossier médical, qui consignait des notes sur le contexte des expérimentations illégales. Ce dossier s'avère bien souvent crucial pour récolter des preuves médico-légales de ce qui s'est véritablement passé à l'Institut Allan Memorial. En effet, plusieurs familles de survivants n'ont pas pu mettre la main sur ce dossier pour des raisons de confidentialité, ou encore parce qu'il aurait été détruit dans la foulée de la décision de la CIA d'éliminer en 1973 tout document relié au projet MK-Ultra.

Lana Ponting dit ne pas faire ses démarches légales uniquement pour elle-même, mais bien parce qu'elle désire que « tout le monde sache que cela s'est vraiment passé ». Il est toujours possible que l'action collective se poursuive devant la Cour suprême pour infirmer la décision d'accorder l'immunité aux États-Unis dans l'affaire MK-Ultra. ○

LÉONARD SMITH
Rédacteur en chef

RÉDACTION

3480 rue McTavish, bureau 107
Montréal (Québec) H3A 1B5
Téléphone : +1 514 398-6790

Rédacteur en chef

rec@delitfrancais.com
Léonard Smith

Actualités

actualites@delitfrancais.com
Hugo Vitrac
Vincent Maraval
Margaux Thomas

Culture

artsculture@delitfrancais.com
Adèle Doat
Juliette Elie

Société

societe@delitfrancais.com
Jeanne Marengère
Titouan Paux

Au féminin

aufeminin@delitfrancais.com
Marie Prince

Coordonnatrice de la production

production@delitfrancais.com
Camille Matuszyk

Visuel

visuel@delitfrancais.com
Clément Veyssset
Rose Chedid

Multimédias

multimedias@delitfrancais.com
Jade Lé
Dominika Grand'Maison (photographe)

Coordonnateur-riche-s de la correction

correction@delitfrancais.com
Béatrice Poirier-Pouliot
Malo Salmon

Coordonnatrice réseaux sociaux

reso@delitfrancais.com
Layla Lamrani
Ema Sédillot-Daniel

Contributeur-riche-s

Phlippine D'Halleine, Anna Bistour, Elliott
George Grondin

Couverture

Clément Veyssset

BUREAU PUBLICITAIRE

3480 rue McTavish, bureau B•26
Montréal (Québec) H3A 0E7
Téléphone : +1 514 398-6790
ads@dailypublications.org

Publicité et direction générale

Boris Shedov

Ventes et assistance administrative

Letty Matteo

Support graphique et technique

Alyx Postovskiy

Comptable

Andrea Gluck

The McGill Daily

coordinating@mcgilldaily.com
Olivia Shan

Conseil d'administration de la SPD

Olivia Shan, Emma Bainbridge, Asa Kohn, Camille Matuszyk, Léonard Smith, Boris Shedov, Marc Cataford.

Les opinions exprimées dans les pages du *Délit* sont celles de leurs auteur-e-s et ne reflètent pas les politiques ou les positions officielles de l'Université McGill. Le *Délit* n'est pas affilié à l'Université McGill.

Le *Délit* est situé en territoire Kanien'kehá:ka non-cédé.

L'usage du masculin dans les pages du *Délit* vise à alléger le texte et ne se veut nullement discriminatoire.

Les opinions de nos contributeurs ne reflètent pas nécessairement celles de l'équipe de la rédaction.

Le *Délit* (ISSN 1192-4609) est publié la plupart des mercredis par la Société des publications du *Daily* (SPD). Il encourage la reproduction de ses articles originaux à condition d'en mentionner la source (sauf dans le cas d'articles et d'illustrations dont les droits avant été auparavant réservés). L'équipe du *Délit* n'endosse pas nécessairement les produits dont la publicité paraît dans le journal. Imprimé sur du papier recyclé format tabloïde par Imprimeries Transcontinental Transmag, Anjou (Québec).

Hausse des frais de scolarité pour les étudiants non-québécois

De nouvelles mesures pour rééquilibrer le réseau universitaire.

Le 12 octobre dernier, le ministre québécois de la Langue française, Jean-François Roberge, a révélé lors d'une entrevue avec *La Presse* les principaux points de son plan d'action pour l'avenir de la langue française : un rééquilibrage du réseau universitaire et une hausse de la promotion du contenu québécois dans l'industrie culturelle. Parmi eux, une mesure a particulièrement fait réagir : l'augmentation des frais de scolarité pour les étudiants non québécois pour financer le réseau universitaire francophone.

Le déséquilibre du réseau universitaire québécois

Cette série de mesures s'inscrit dans le mandat du groupe d'action pour l'avenir de la langue française formé en janvier dernier. Ce groupe, composé de six ministres québécois, déposera son plan d'action à la mi-novembre. Si ces mesures sont votées à l'Assemblée nationale, plus de 50 modifications additionnelles viendront s'ajouter aux dispositions adoptées dans la Loi 96 en juin 2022.

Le ministre a justifié l'augmentation des frais de scolarité aux étudiants non québécois par la nécessité de

rééquilibrer le réseau universitaire : « Il y a un grand déséquilibre entre le réseau francophone et anglophone. » Le ministre s'appuie sur les chiffres de la répartition des étudiants québécois et non-québécois dans le réseau universitaire. Si 80% des québécois sont inscrits dans une université francophone, il en va autrement pour les étudiants canadiens et internationaux, répartis équitablement entre les universités francophones et anglophones.

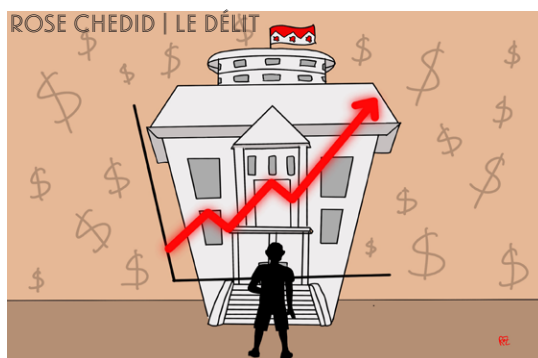
En effet, sur les 54 000 étudiants étrangers au Québec en 2022, plus de 20 000 fréquentent l'une des trois universités anglophones ; McGill, Bishop's et Concordia, contre environ 34 000 pour les 17 universités francophones. Une asymétrie que le groupe d'action sur l'avenir de la langue française entend corriger.

Jean-François Roberge a affirmé à *La Presse* : « C'est beaucoup de personnes qui viennent au Québec, qui fréquentent une université anglophone et qui bien souvent s'expriment en anglais au quotidien », dit-il. « Si on veut changer le profil linguistique de Montréal, arrêter le déclin [du français, *ndlr*] à Montréal, il faut

s'intéresser à la question du rééquilibrage des réseaux universitaires. »

Les mesures à venir

Lors d'une conférence de presse organisée le 13 octobre dernier, le ministre Roberge et la ministre de l'Enseignement supérieur du



Québec, Pascale Déry, ont apporté des précisions aux mesures annoncées. Les droits de scolarité des étudiants enrôlés dans le premier et le deuxième cycle professionnel seront soumis à une tarification minimale.

Les étudiants venant d'autres provinces que le Québec verront leurs frais de scolarité annuels doubler, passant de 9 000 \$ à 17 000 \$, et ceux des étudiants étrangers atteindront un minimum de 20 000 \$. Ces mesures devraient s'appliquer

dès la rentrée d'automne 2024 pour les nouveaux étudiants. Ceux déjà inscrits dans une université québécoise ne seront pas impactés par ces hausses avant 5 ans.

Le ministre Roberge a cependant annoncé une série d'exemptions : les étudiants français et belges bénéficiant d'une entente internationale avec le Québec, ainsi que les étudiants inscrits dans le deuxième et le troisième cycle universitaire de recherche ne seront pas visés par ces mesures.

Ces mesures devraient aussi permettre de rééquilibrer les dépenses de la province destinées aux étudiants des autres provinces. En effet, la tarification à 17 000 \$ correspond au coût de leur formation pour le gouvernement du Québec. L'État québécois prévoit ainsi récolter 110 millions de dollars et les réinvestir dans le réseau universitaire francophone afin de « freiner le déclin du français ».

La réaction de McGill

Contactée par *Le Débit*, l'Université McGill nous a partagé la

réaction du principal de l'Université, Pr Deep Saini. Le principal se dit « très déçu de l'annonce qu'a faite le gouvernement du Québec ». Selon lui, « les mesures annoncées aujourd'hui auront, et ce, à long terme, une incidence majeure sur l'économie québécoise. » Il faut selon lui consolider le système universitaire québécois dans sa totalité : « Le Québec compte 19 excellentes universités, et chacune d'entre elles joue un rôle qui lui est propre et qui répond aux vastes besoins des Québécois et des Québécoises. L'Université McGill demeure déterminée à collaborer avec le gouvernement et avec ses partenaires afin de consolider le système universitaire québécois et à tabler sur les forces uniques de chacun. »

Dans sa déclaration officielle transmise au *Débit*, l'Université déclare : « Nous nous inquiétons des répercussions que pourrait causer la hausse des droits de scolarité [...] En effet, un tel changement pourrait considérablement nuire à la capacité de l'Université McGill d'attirer et de retenir les talents. »

HUGO VITRAC
Éditeur Actualités

INTERNATIONAL

Séismes en Afghanistan

L'Afghanistan frappé par deux séismes : crise humanitaire croissante.

Le 7 et 11 octobre dernier, l'Afghanistan a été secoué par deux puissants séismes, de 6,3 de magnitude chacun (considéré comme « fort » sur l'échelle de Richter), entraînant la perte de plus de 2 000 vies. Un événement faisant écho aux nombreuses victimes de ce sinistre récurrent qui a frappé plusieurs pays d'Afrique du Nord et d'Asie Mineure en 2023 : la Syrie, la Turquie et le Maroc.

L'épicentre du premier séisme se situait à environ 40 kilomètres au nord-ouest de Herat, suivi d'un second quatre jours plus tard à 29 kilomètres de la même ville. Ces événements s'ajoutent à la liste d'autres catastrophes naturelles survenues en Afghanistan, notamment le

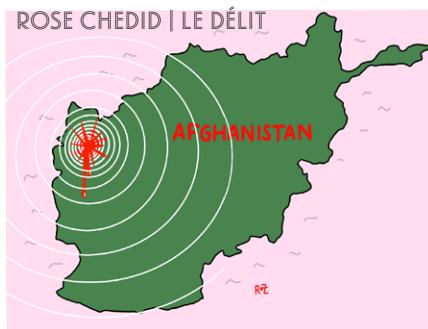
« Alors que le pays se prépare à affronter l'hiver, des milliers d'Afghans se retrouvent sans-abri »

séisme meurtrier de juin 2022, qui a fait plus de 1 000 victimes, ainsi que celui de mars 2023, qui a causé la perte de 13 vies supplémentaires.

Le 8 octobre dernier, Zabihullah Mujahid, le porte parole de l'administration des Talibans Afghans, a publié un *tweet* sur la plateforme X détaillant les conséquences du séisme : « 2 053 martyres ont été tuées dans 13 villages, 1 240 personnes ont été blessées, 1 320 maisons résidentielles ont été détruites. 10 équipes de secours sont arrivées sur les lieux (*tdlr*) ». Le gouvernement n'a pour l'instant publié aucune demande officielle pour recevoir de l'aide étatique internationale. Il a néanmoins rejeté la proposition pakistanaise d'envoi d'avions contenant du matériel de survie, expliquant cette décision en partie en raison de tensions préexistantes entre les deux nations.

Sur les plans domestiques, tandis que les États-Unis ont annoncé un financement immédiat de 12 millions de dollars par le biais de l'Agence des

États-Unis pour le Développement International, le Canada n'a encore publié aucune proposition d'aide financière concrète. La ministre des affaires étrangères Mélanie Joly a cependant exprimé sur X la solidarité du pays avec les victimes Afghanes



: « Nous sommes de tout cœur avec le peuple afghan qui doit faire face aux conséquences de ce tremblement de terre dévastateur. Le Canada est prêt à soutenir le peuple afghan. »

De plus, avec l'arrivée de plus de 40 000 réfugiés afghans au Canada en 2023, la diaspora en pleine croissance s'est mobilisée autour du pays (dont Montréal) pour collecter des fonds (dont la somme n'a pas été publiée) et

apporter de l'aide aux victimes du désastre.

Au moment d'écrire ces lignes, la communauté afghane de McGill n'a partagé aucune information sur de potentielles levées de fonds ou de vigiles au sein de l'université. McGill a de son côté communiqué directement avec les étudiants de citoyenneté afghane pour les « informer que nous sommes au courant du tremblement de terre dévastateur en Afghanistan et que nous comprenons que cette situation peut avoir un impact réel sur leur vie quotidienne. Nous sommes là pour les soutenir de toutes les façons possibles durant cette période difficile », a indiqué Frédérique Mazerolle, agente des relations avec les médias de McGill, contactée par *Le Débit*.

Sur la scène internationale, diverses organisations des Nations Unies tels que le Programme alimentaire mondial, l'Organisation internationale pour les migrations et le Fond des Nations Unies pour l'enfance se sont mobilisées pour apporter un soutien, allant de l'assistance alimentaire à

la couverture médicale et au soutien psychologique. Les aides non-gouvernementales font cependant face à de nombreuses barrières pour appliquer leurs efforts, notamment à cause des « restrictions imposées aux femmes et des crises humanitaires mondiales concurrentes qui incitent les donateurs à réduire leur soutien financier ». Pour l'Union Européenne, un paquet humanitaire de 3,5 millions d'euros a été approuvé pour soutenir les efforts de secours en Afghanistan.

Dans l'ensemble, cette catastrophe naturelle s'inscrit dans un contexte plus large de difficultés persistantes en Afghanistan, marqué par une crise humanitaire en cours, un déclin économique significatif (chute de 20% du PIB depuis 2021), et une famine croissante. Alors que le pays se prépare à affronter l'hiver, des milliers d'Afghans se retrouvent sans abri, amplifiant ainsi les défis auxquels le pays est confronté depuis plusieurs années. ☹

PHILIPPINE D'HALLEINE
Contributrice

MARGAUX THOMAS
Éditrice Actualités
VINCENT MARAVAL
Éditeur Actualités

Guerre entre Israël et le Hamas

Une nouvelle escalade du conflit israélo-palestinien.

Le 7 octobre dernier, date marquant le début des fêtes juives Sim'hat Torah et Shabbat, le Hamas lance à l'aube l'opération « Déluge d'Al-Aqsa » depuis la bande de Gaza. Par des moyens terrestres et par les airs en utilisant des paramoteurs, les forces du Hamas traversent les barrières, clôtures et murs qui séparent la bande de Gaza et Israël. Au même moment, le Hamas débute un lancement important de roquettes à l'encontre du territoire de l'État hébreu. C'est la première fois depuis l'établissement du Hamas à Gaza, que ce dernier attaque Israël en entrant directement sur son territoire.

Au sol, les brigades du Hamas ouvrent le feu sur les premiers civils israéliens dans les kibboutz (villages communautaires) frontaliers, comme Be'eri, Nahal Oz et Réim. Les combattants parviendront par la suite à s'introduire dans Ofakim, ville de 30 000 habitants, où ils assassinent de

nombreuses personnes jusqu'à leur départ le 8 octobre. Au moment de leur incursion, les combattants de Hamas se sont aussi attaqués à une *rave party*

« Des missiles ont touché plusieurs parties d'Israël, dont sa capitale, Tel-Aviv, située à 71 kilomètres de Gaza. 90% de ces roquettes ont été interceptées par la défense anti aérienne israélienne “Dome de Fer” »

de 3 500 personnes, organisé à seulement cinq kilomètres de la bande de Gaza. Lors de cette *rave*, 270 personnes sont tuées et plusieurs personnes sont kidnappées et prises en otage dans la bande de Gaza. Dans une allocution publiée au cours de l'offensive, Mohammed Deïf, le chef d'État-Major des Brigades Al-Qassam (branche armée du Hamas), affirme que ses forces ont tiré 5 000 roquettes et obus au cours des 20 premières minutes de l'offensive. Des missiles ont touché plusieurs parties d'Israël, dont sa capitale, Tel-Aviv, située à 71 kilomètres de Gaza. 90% de ces roquettes ont

été interceptées par la défense anti aérienne israélienne « Dome de Fer », financée en grande partie par les États-Unis. Au 15 octobre, en comptant les différentes

attaques menées par le Hamas, le bilan des pertes israéliennes s'élève à plus de 1400 morts.

Les premières réactions de la communauté internationale questionnent comment cette attaque a pu s'organiser sous le radar des services secrets israéliens. En effet, le pays possède aujourd'hui un service de renseignement considéré comme l'un des plus performants au monde : le Mossad. Dans une entrevue accordée au *Le Délit*, l'ancien professeur d'études religieuses de McGill, Norman Cornett, a critiqué l'échec d'Israël à prévoir l'attaque en précisant que « le

mot lacune est bien trop faible [...] c'est une faillite monumentale ». Il a ajouté que trois jours auparavant, les Égyptiens et les Américains avaient alerté Israël

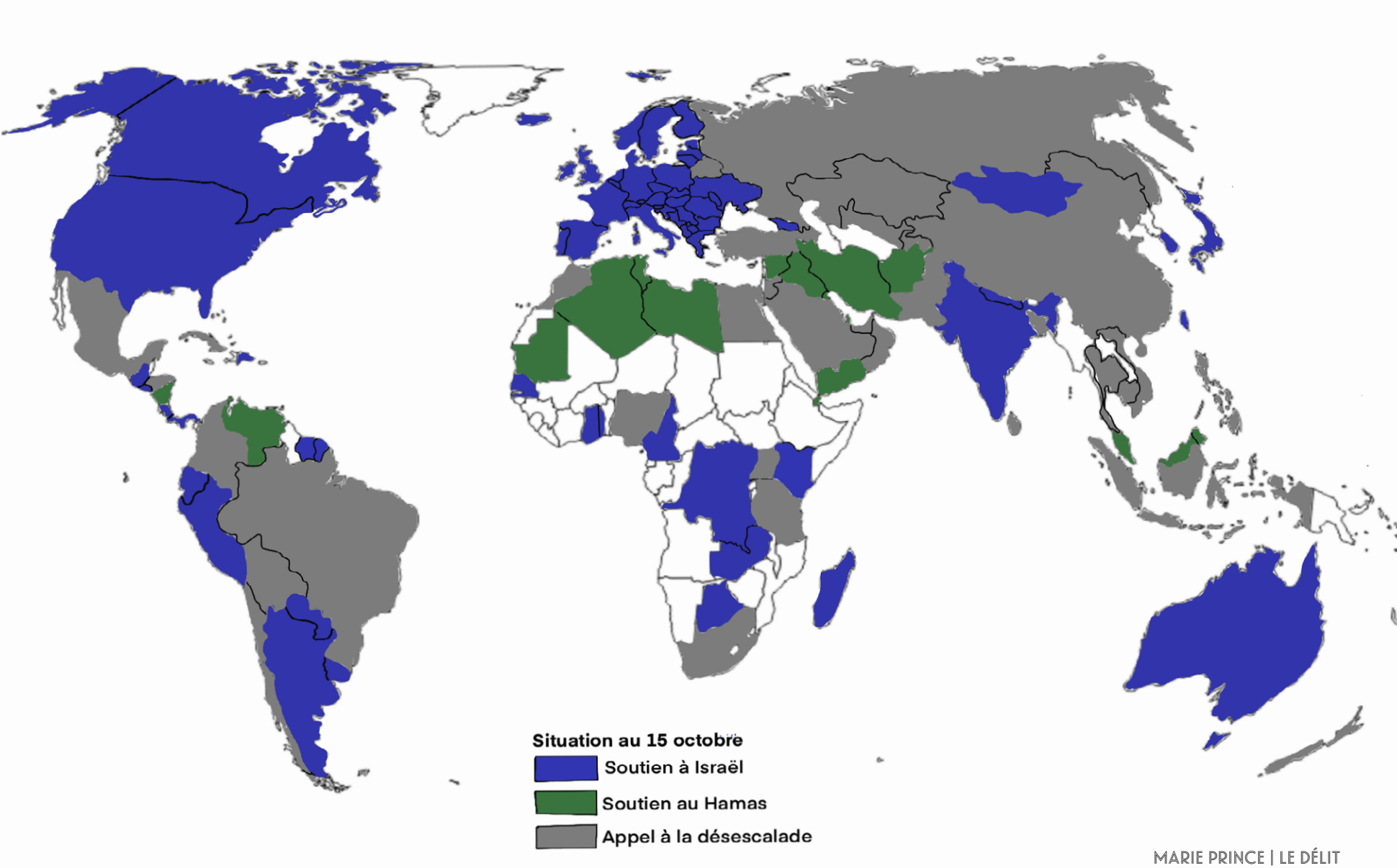
sur le fait que « quelque chose de gros » était en train d'être planifié à Gaza. « Comment se fait-il que l'Égypte et les États-Unis aient vu la chose venir sans qu'Israël ne soit au courant? », s'interroge Cornett.

Israël « en guerre »

Quelques heures après le début de l'offensive du Hamas, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu s'est de son côté exprimé sur les réseaux sociaux, sur lesquels il a déclaré qu'Israël était « en guerre (*tdlr*) ». Le nombre de pertes israéliennes a incité le gouvernement israélien

à répondre de manière puissante et violente. Selon l'approche de science politique réaliste, ce processus est utilisé afin de rétablir un rapport de force avec l'adversaire et d'ainsi dissuader ce dernier d'attaquer.

Dès les premières heures suivant l'attaque, les services de défense israéliens ont riposté par des frappes aériennes. Plus tard dans la journée, Israël a annoncé avoir effectué un rappel massif de ses 465 000 réservistes. Puis, le 9 octobre, le gouvernement israélien a annoncé avoir enclenché un « siège complet » de la Bande de Gaza, qui faisait déjà l'objet d'un blocus partiel depuis 2007. Légalement, cette nouvelle décision représente une infraction au droit international humanitaire. Depuis, l'armée israélienne a regroupé près de 300 000 soldats aux abords de la bande de Gaza, et a ordonné à environ 1,1 million de Gazaouis d'évacuer vers le sud du territoire, laissant présager une invasion terrestre de la bande de Gaza par Israël.



MARIE PRINCE | LE DÉLIT

L’Organisation des Nations unies (ONU) a lancé un appel d’urgence aux dons à hauteur de 294 millions de dollars pour répondre aux besoins urgents des territoires palestiniens. Le porte-parole du secrétaire général de l’ONU, Stéphane Dujarric, a averti qu’une évacuation d’une telle ampleur provoquerait des conséquences humanitaires dévastatrices. Selon lui, la crise humanitaire à Gaza s’est aggravée à la suite de ces événements, avec une population qui – selon l’OMS – manque d’eau, de nourriture et de carburant. Néanmoins, Israël poursuit sa riposte contre le Hamas, en ciblant des hôpitaux où se cachent certains de leurs combattants, selon les services de renseignements israéliens. En date du 14 octobre, la réponse israélienne a causé plus de 2 215 morts à Gaza.

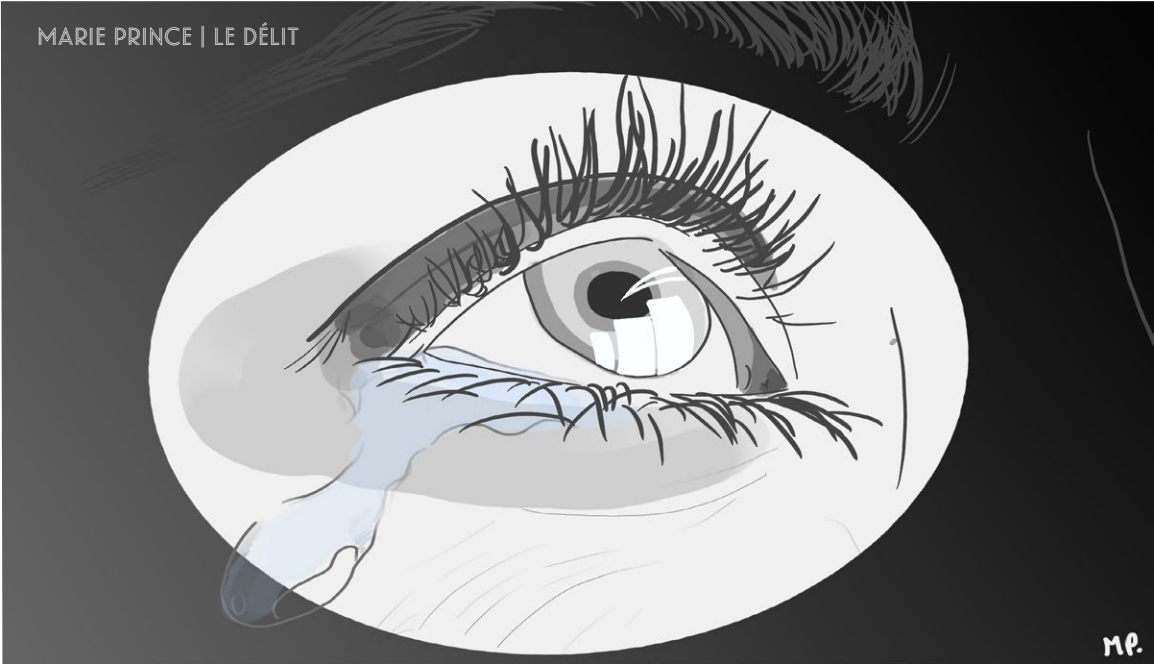
Une analyse géopolitique

Bien que les accords d’Oslo de 1993-1995 aient permis une reconnaissance bilatérale de l’existence d’Israël et de l’OLP (Organisation de libération de la Palestine), le contexte politique récent entre Israël et Palestine ralentit tout processus envisageable de paix. La scène politique israélienne voit l’influence de mouvements d’extrême droite s’accroître depuis quelques années, avec une intensification de la colonisation des territoires palestiniens et l’instauration en 2022 d’un gouvernement conservateur juif et ultraorthodoxe.

La multiplicité des acteurs politiques palestiniens et l’émergence du Hamas ont complexifié les

en 2012, 2014 et en 2021. Encore en juillet dernier, une rixe avait éclaté à Jénine, en Cisjordanie sous l’occupation israélienne.

Ce conflit est d’ampleur à la fois régionale et mondiale. Pour les militaires israéliens, il s’agit



d’une guerre sur trois fronts ; aux frontières de Gaza, de la Cisjordanie et du Liban, où est présent le Hezbollah (autre organisation terroriste hostile à Israël financée par l’Iran). Cela implique donc un besoin matériel majeur, et les États-Unis ont répondu à l’appel d’Israël en accroissant l’aide militaire et matérielle américaine depuis les attaques. Selon le professeur Cornett, « pour les États-Unis, l’Union européenne, l’OTAN, et les Occidentaux : Israël est une forteresse occidentale au sein du Moyen-Orient ». Cette attaque a eu lieu à un moment

Un manque d’humanité?

Pour Cornett, il y a ce concept d’altérité, une déshumanisation du rival réciproque, qui entraîne des atrocités des deux côtés. Netanyahu a dit dimanche dernier devoir combattre « *des monstres*

assoiffés de sang » ; de son côté, le Hamas revendique fièrement le massacre de centaines de personnes. Il est certain pour Cornett que cette guerre psychologique a une force de frappe affective massive, et « va renforcer le terrorisme et ainsi faire vaciller les valeurs démocratiques occidentales ». Il s’agit d’un dilemme moral et éthique de « prétendre que l’attaque du Hamas justifie les crimes contre l’humanité ». Pour le professeur, « la justice est une chose, la vengeance en est une autre ». L’annonce de Netanyahu « *Nous sommes en guerre* » enclenche ce que le professeur Cornett appelle « la tyrannie de l’urgence », ce qu’il définit comme le fait de laisser de côté les valeurs, la justice, le droit international et humain, et de le justifier par une question de survie.

Les médias et réseaux sociaux polarisés

Le fond médiatique montre au monde entier des images choquantes et atroces de massacres en boucle. D’après Cornett, « le grand avantage du côté israélien, c’est que tous les médias américains sont en Israël, en personne, avec des personnalités comme Anderson Cooper de CNN, filmé devant une tour qui explose. De plus, c’est tout à l’honneur des médias d’humaniser, voire de personnaliser chaque victime ». Par contre, Cornett note l’asymétrie dans l’information médiatique, étant donné que les médias ne peuvent rester à Gaza, et donc faire une couverture médiatique conséquente, qui témoigne de la quantité de vies perdues de ce côté du conflit : l’objectivité des médias est donc remise en question. « Ce qui est un patriote aux yeux de quelqu’un est un terroriste aux yeux de l’autre », note le professeur Cornett.

Une réponse étudiante à McGill et une réaction canadienne

Une étudiante israélienne de McGill, qui souhaite rester anonyme, a expliqué que le soutien à Israël n’a jamais été aussi important qu’aujourd’hui. Elle dit appré-

cier la mobilisation des dirigeants du monde qui dénoncent les actes terroristes, mais elle reconnaît que les nombreux pays qui soutiennent Israël « *tolèrent également l’oppression du peuple palestinien* », ce qu’elle dénonce. Elle pense toutefois que cette conversation ne devrait pas être mêlée avec l’approbation d’un acte de révolte, qui inclut le ciblage des populations civiles. Cette étudiante dénonce une insécurité à Montréal même : « *En tant qu’étudiante à McGill, je n’ai jamais craint de marcher sur le campus. Mais moi et bien d’autres avons peur en ce moment [...] J’ai peur de ceux qui sont réellement d’accord*

« Ce qui est un patriote aux yeux de quelqu’un est un terroriste aux yeux de l’autre »

Norman Cornett, ancien professeur à McGill

avec ce que fait le Hamas. » Vendredi dernier, le Hamas avait appelé à un « *jour de rage* » à l’international, et l’étudiante s’est sentie « *terrifiée* ». Lors de cette journée, les garderies et les écoles juives de Montréal étaient fermées, malheureusement sujettes à des menaces antisémites.

Le Délit s’est également entretenu avec une autre étudiante de McGill – elle aussi souhaite rester anonyme – soutenant la cause palestinienne. Pour elle, « il est démoralisant de voir le soutien international apporté à Israël », même si elle croit qu’« il est tout à fait possible de ressentir de la peine et un deuil collectif pour Israël et la communauté juive, tout en supportant la cause palestinienne et en revendiquant une sanction internationale à l’encontre des autorités israéliennes, qui commettent des crimes génocidaires atroces depuis plus de 75 ans ». En ce qui concerne les répercussions de l’attaque,

elle ne comprend pas comment « Israël a pu couper l’eau, le gaz et l’électricité à Gaza depuis plus de sept jours, sans qu’aucune sanction internationale n’ait été prise contre eux ». Pour l’étudiante, le soutien à la Palestine à la suite de ces attaques s’explique par le fait que les Palestiniens sont « encore une fois victimes d’une agression des autorités israéliennes, encore pire qu’à l’habitude ». Pour elle, cette fois-ci « le gouvernement israélien use de l’attaque du Hamas comme une raison pour reprendre le contrôle de Gaza », perdu en 2006.

À Montréal, vendredi dernier, ont eu lieu des marches en soutien à la Palestine. L’association étudiante en Solidarité pour les Droits Humains Palestiniens (SPHR) y était présente et a relayé des messages qui ont suscité beaucoup de controverse au sein de la communauté mcgilloise. François Legault, premier ministre québécois, a caractérisé de « honteu(ses) » les manifestations palestiniennes, qui selon lui « célèbrent ou justifient l’assassinat de civils ».

Il est à noter que la politique étrangère du Canada – comme pour les autres pays de l’Occident – dans le contexte du conflit israélo-palestinien, est influencée par de nombreux facteurs complexes. Mais, pour le professeur Cornett, « il y a un dénominateur commun ; c’est l’argent », qui influencerait le soutien à Israël. En analysant la situation d’un point de vue de *realpolitik*, le professeur considère que les alliances et les prises de parti dans ce conflit ne tiennent qu’à des intérêts de pouvoir politiques et pétroliers, donc économiques.

Vers une désescalade?

Face à une réponse internationale massive, une question se pose : y a-t-il un risque que la région toute entière s’embrase? D’un autre côté, est-ce qu’une solution à deux États est encore possible? En tant que mouvement anti démocratique, le Hamas ne cherche pas la paix avec Israël, mais bien à éradiquer la présence juive en territoire israélien.

Pour certains étudiants interrogés, tant que les questions de fond ne sont pas résolues, comme la question de la colonisation, de l’occupation, de l’appartenance de Jérusalem, le conflit ne peut se résoudre. Pour le professeur Cornett, il faut outrepasser « l’approche binaire Israël-Palestine », et aller vers « une synthèse humaniste ». ☺

Hommage à ceux qui ne peuvent qu'écouter

Personne ne devrait se résoudre au silence afin de se protéger.

ELLIOTT GEORGE GRONDIN
Contributeur

Dans les dernières semaines, Montréal et le Canada entier ont été témoins d'un vulgaire tsunami de haine, d'une avalanche d'hystérie inexplicable et d'une triste tornade d'ignorance. En réalité, cette pitoyable tempête météorologique à laquelle je fais référence, c'est celle incarnée par toutes les manifestations organisées dans les grandes villes canadiennes par le groupe *1 Million March 4 Children*. Pour ceux qui ont la chance de ne pas connaître *1 Million March 4 Children*, il s'agit d'un groupe d'extrême droite qui milite pour mettre fin à la « propagation de l'idéologie de genre » dans les écoles. Bien qu'absurde, le groupe pancanadien affirme que certaines organisations scolaires tentent d'imposer un programme qui pousserait les jeunes à vouloir transitionner de genre ou « devenir » homosexuel. Le groupe base son existence sur la prémisse que les parents devraient avoir le contrôle sur ce qui est enseigné à leurs enfants dans les écoles. Si jamais l'odieux devait arriver, que par malheur leur enfant se trouvait à partager son désir de transitionner de genre à leur enseignant, ils devraient immédiatement être prévenus.

Ce faux débat sur l'identité de genre enseignée dans nos écoles et les demandes de ce groupe extrémiste sont totalement futiles à mes yeux. Je pourrais vous expliquer pourquoi le groupe a tort. Point par point, je pourrais défaire leur argumentaire. Je pourrais leur dire qu'en obligeant des enfants à sortir du placard, on brise une relation de confiance si précieuse. Je pourrais relater pourquoi sans même enseigner les différentes expressions de genre dans nos écoles, il y aura toujours des personnes trans. Je pourrais étayer mon argumentaire des multiples statistiques qui montrent la fragilité des jeunes dans la communauté LGBTQ2+ et le danger que ces manifestations posent à la sécurité de plusieurs. Calmement, avec toute ma retenue, je pourrais tenter de sensibiliser mes opposants, leur parler d'amour, d'acceptation et même d'empathie. Pourtant, ce n'est pas l'idée de mon article aujourd'hui. Je m'y refuse. Je ne



débattrai pas de quelque chose qui n'est pas débattable, au même titre que je ne débattrai pas à savoir si le ciel est bleu : c'est un fait pas une opinion. Les jeunes de la communauté LGBTQ2+ existent.

Aujourd'hui, je veux rendre hommage à ceux qui ne peuvent qu'écouter ce que les autres

faire plaisir à ceux et celles qu'elles aiment. Vous savez, ces personnes qui, à leur manière, changent le monde à grands coups de bonté, ces personnes qui ont une vision si douce de la vie, une gentillesse innée. De ces personnes sincèrement spéciales, une me revient en tête aujourd'hui. On l'appellera Clotaire. Clotaire, je ne l'ai vu qu'à

se voyaient tous les deux sans que personne ne le sache, pour ne pas déplaire, pour apaiser sa famille, sa mère surtout. Pendant que sa famille et son temple religieux accusaient ces lointains homosexuels pour tous les maux du monde, sous leurs yeux, Clotaire, lui, aimait. Je lui ai demandé si un jour il comptait en parler à sa

« Je veux parler de ceux qui encaissent la haine ambiante sans jamais froncer un sourcil, sans jamais flancher. Je veux parler de ceux qui se font casser du sucre sur le dos, mais qui restent coincés dans le silence »

disent. Je veux parler de ceux qui encaissent la haine ambiante sans jamais froncer un sourcil, sans jamais flancher. Je veux parler de ceux qui se font casser du sucre sur le dos, mais qui restent coincés dans le silence.

Au cours de ma vie, j'ai fait des rencontres fort intéressantes qui m'auront profondément bousculé, changé. J'ai eu la chance de rencontrer des chefs de gouvernements, des ministres, des acteurs, des personnes avec une certaine prestance et un charisme certain. Pourtant, les personnes qui m'auront toujours le plus marqué sont celles qui donnent sans compter, celles qui veulent tant

deux reprises seulement. Pourtant, dès notre première rencontre, il s'est livré à moi sans complexe, sans orgueil. Après seulement trois quarts d'heure autour d'un verre, il s'était ouvert, parlant ouvertement de lui, de son passé, de son Tahiti natal, de sa famille, de son homosexualité et des défis qui viennent avec. Entouré de l'océan Pacifique, sur sa toute petite île, Clotaire avait grandi dans une famille très religieuse. Une famille aimante, mais une famille qui ne comprenait pas tout, et qui, disons-le, ne souhaitait pas tout comprendre. Donc, entre deux sermons méprisant l'homosexualité, Clotaire aimait en cachette, un autre homme, plus vieux. Ils

famille. Il m'a regardé, lancé un regard qui voulait tout dire. Non, jamais il n'en parlera. Il continue de choisir le silence dans le vacarme ignorant de sa famille. Il fait don de lui-même à des personnes qui ne le méritent pas. Il choisit de préserver la paix d'esprit de ses parents au détriment de sa guerre interne, bataille qui se déroule en lui et qui le secoue perpétuellement. Il se fait violence par amour de sa famille. Il est fort, plus fort que tous ceux qui brandissent une pancarte dans la rue avec un slogan anti LGBTQ2+. Sans rien demander, sans jamais se plaindre, il protège ses parents religieux qui eux, peuvent se permettre de fermer l'œil la nuit et

de dire des choses épouvantables sur les homosexuels, comme leur propre fils. Sans parler, il ne peut qu'écouter, subir.

Là où je veux en venir, c'est que parmi nous, un peu partout, certains choisissent de s'ignorer, de se pervertir et de cacher leur vérité. Ils offrent la tranquillité d'esprit aux gens qu'ils aiment, qui peuvent se permettre de continuer leur vie tranquillement, de rester fermes dans leur jugement, et d'aller manifester contre les droits de leurs enfants, sans même le savoir. Leur ignorance haineuse est un cadeau offert par la chair de leur chair. Aujourd'hui, je pense à Clotaire. Je me demande s'il est passé par Sherbrooke et McGill College pendant les manifestations. Je me demande s'il a vu la haine, s'il a continué son chemin, le cœur secret, mais pur. Dans ce cas-ci, ce n'est pas parce que l'autre crie en plein jour qu'il a nécessairement raison. Il ne fait que crier des faussetés. Clotaire, lui, se contente de murmurer sa vérité dans l'ombre. La parole est d'argent, mais le silence est d'or. Clotaire n'est pas seul, on doit le reconnaître et faire attention. Tant que l'enfant de quelqu'un, à Beyrouth, Pékin, Nairobi, ou même Montréal, acceptera de se fermer à son potentiel amoureux pour que les autres projettent leur haine sur ses semblables, il y aura un problème. Tant que l'enfant de quelqu'un pensera qu'il est mieux mort que vivant et écoutant son cœur, il y aura un problème. Tant que l'enfant de quelqu'un cachera son amour à ses parents pour que ceux-ci continuent de détester un ennemi imaginaire, il y aura un problème.

Pendant que certains crient et crachent impunément leur haine, d'autres se taisent en cachant leur amour. En toute honnêteté, je me suis déjà tu aussi. Moi aussi, un jour dans ma vie, j'ai caché ma manière d'aimer, par peur. Une peur que je me suis créée moi-même. Maintenant, je parle. Tant que je parlerai, je tenterai d'être le porte-voix de ces personnes qui aiment tellement qu'elles oublient de s'aimer aussi. Je parlerai pour ceux qui préfèrent faire plaisir aux autres en se faisant guerre que de déranger pour se faire justice. J'aimerai pour ceux qui ne peuvent pas aimer au grand jour, et pour ceux qui ont oublié comment aimer son prochain. ☺

La face cachée de Montréal

Harcèlement à tous les coins de rue : parole aux étudiantes.

Le 11 décembre 2015, le groupe de musiciennes françaises LEJ sortait une chanson intitulée *La Dalle*, dénonçant le harcèlement de rue. Dans le morceau, les chanteuses utilisent l'expression « avoir la dalle », façon familière de dire que l'on a faim, pour accuser certains comportements masculins déplacés dans la rue, qui transforment les femmes en « un morceau de viande » pouvant être consommé « à point, bleue ». Trop souvent, les femmes sont réduites à leur chair et deviennent comme des proies, se sentant menacées dans leurs trajets quotidiens par ces attitudes inexcusables très répandues et normalisées dans nos sociétés.

Étudier au Canada en tant que Français·e·s nous confère un rôle particulier, qui nous immerge au quotidien dans un processus de comparaison biculturel, conscient ou inconscient. Plongé·e·s dans une société et une culture nouvelles, sensiblement différentes de celles du Vieux Continent, observer les processus sociaux qui nous entourent est inévitable, et le harcèlement de rue ne fait pas exception.



migratoire, solliciter sexuellement, fixer du regard, faire des attouchements, exhiber ses organes génitaux ».

La France n'a pas une aussi bonne réputation que le Canada en terme de harcèlement de rue. Ce dernier est un problème

C'était un enfer. » Le harcèlement en France se transforme bien souvent en des formes plus radicales d'agressions sexuelles physiques, telles que des attouchements, notamment dans les transports en commun. Paris s'impose comme un lieu de harcèlement majeur : depuis 2020, 156 plaintes sont, en moyenne, déposées tous les jours pour agression sexuelle dans les transports parisiens. Ces chiffres, en hausse par rapport à la dernière décennie, sont par ailleurs probablement sous-évalués, puisque la grande majorité des femmes ne portent pas plainte, jugeant le processus inutile, trop long, ou non nécessaire.

Par ailleurs, la perception que l'on a de Montréal quant à ces sujets est relativement positive, et nous la considérons comme une ville ouverte et progressiste, dans laquelle ce genre de comportement est peu fréquent, ou du moins plus rare qu'en France. Cependant, il ne faut pas se laisser tromper par nos perceptions. Montréal, comme la majorité des métropoles de son envergure, comporte des problèmes importants, tel que le harcèlement de rue. Léa a une perspective très positive sur la problématique à Montréal, confiant qu'elle a été touchée par du harcèlement de rue « peut-être deux fois en deux ans et demi de vie à Montréal ». Cependant, les expériences varient grandement d'une femme à une autre, et Montréal n'est pas nécessairement le modèle parfait quand il s'agit du harcèlement de rue. En France comme à Montréal, ce phénomène est banalisé et compris dans des schémas sociaux difficiles à déconstruire. Dans un article du *Devoir* paru en septembre 2022,

lisation du harcèlement de rue est-elle également applicable à Montréal ?

Plus répandu qu'on ne le croit

Une étude menée en 2021, dirigée par Isabelle Courcy, professeure associée au Département de sociologie et professeure adjointe à l'Université de Montréal, en collaboration avec le Centre d'éducation et d'action des femmes de Montréal (CÉAF) fournit des données statistiques sur le phénomène. Cette étude démontre que le harcèlement de rue à Montréal est bien réel et pire que ce que les croyances populaires laissent penser. Sur un sondage réalisé auprès de 3 300 Montréalais·e·s dans 19 arrondissements de la métropole, plus de 65% des répondant·e·s ont rapporté avoir vécu du harcèlement à Montréal au cours de l'année 2020-2021.

« Trop souvent, les femmes sont réduites à leur chair et deviennent comme des proies, se sentant menacées dans leurs trajets quotidiens par ces attitudes inexcusables très répandues et normalisées dans nos sociétés »

Qu'est-ce que le harcèlement de rue?

Selon une étude réalisée en 2021 sous l'égide de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), le harcèlement de rue « renvoie à des actes associés à la violence sexuelle, physique, verbale ou psychologique, commis de manière récurrente dans l'espace public par des inconnus, majoritairement des hommes, qui ciblent majoritairement des femmes. Le harcèlement de rue inclut divers types de comportements : suivre, insulter, siffler, menacer, commenter l'apparence physique, poser des questions intrusives sur l'expression de genre ou le parcours

structurel et omniprésent, qui prend souvent place dans des lieux publics, tels que le métro. Léa*, étudiante française à McGill depuis plus de deux ans, le confirme : « En France, c'est un truc que je ne supporte pas. Personnellement, je subissais du harcèlement de rue pratiquement tous les jours et même si ce n'était pas tout le temps direct, comme des insultes, ça pouvait être des regards insistants, des choses comme ça. Je me sentais aliénée dans la rue. Si je sortais habillée en vêtements de sport, en brassière par exemple, c'était littéralement impossible de ne pas vivre de harcèlement de rue. Et ça, c'était quasiment tous les jours, dans les transports, etc.

« Quand tu es une femme, dans ton éducation, dans ta socialisation, on ne t'apprend pas à te défendre, à protester. On t'apprend plutôt à te taire, à accepter, à avoir peur aussi »

Léa*, étudiante à McGill

la mairesse de Montréal, Valérie Plante, déclare que le harcèlement de rue « est une réalité qui a été trop longtemps banalisée ». Ses propos reflètent ceux de Léa, qui décrit le harcèlement de rue selon son expérience en France : « C'est quelque chose de banalisé. Quand tu es une femme, dans ton éducation, dans ta socialisation, on ne t'apprend pas à te défendre, à protester. On t'apprend plutôt à te taire, à accepter, à avoir peur aussi. On te dit que la rue, ce n'est pas sécuritaire et qu'il faut globalement juste faire attention et rester silencieuse. Ainsi, les femmes n'ont pas l'habitude de se défendre ou de répliquer face au harcèlement de rue, et ça a deux effets. Le premier, c'est que les hommes continuent à le faire parce que forcément, quand tu siffles une femme et qu'elle ne dit rien, il n'y a pas de raison de s'arrêter. Le deuxième, c'est que les femmes intériorisent que c'est normal, que ce sont des comportements auxquels il ne faut pas faire attention et simplement accepter. » Une question se pose alors : sa description de la bana-

En menant notre enquête pour cet article, les témoignages de femmes touchées par le harcèlement n'ont pas manqué. Et ceux-ci révèlent que ces événements ont lieu fréquemment. Étudiante à McGill, Aurélie* reconnaît que cela lui arrive assez souvent. « C'est arrivé plusieurs fois mais jamais de manière assez importante pour que je me souvienne d'un moment précis dans la journée (tdlr) » nous confie-t-elle. Elle ajoute : « Cela ne m'a pas fait assez peur au point que je décide de changer ma route pour rentrer chez moi. » Pour Agathe*, une autre étudiante, cela arrive « au moins une fois par semaine, voire plus, généralement à pied autour du boulevard Saint-Laurent, avenue Coloniale, ou sur Saint-Dominique. La plupart du temps, c'est des "Salut ma belle", et c'est un groupe de gars qui vous regarde de manière agressive ou intéressée, en regardant votre corps, ou en disant "vous êtes très belle madame", "ma fille", ce qui est bizarre parce que cela que l'âge est un facteur important dans le harcèlement ».

De l'inconfort à la peur

Si beaucoup de ces agressions prennent une forme bénigne et ne se traduisent pas en actes plus intimidants, ce n'est pas toujours le cas. Interpellations, sifflements et regards sont les formes les plus courantes de harcèlement, mais cela peut parfois aller plus loin, provoquant un sentiment d'insécurité à un degré bien plus élevé. Étudiante à McGill, Sabrina* s'est sentie particulièrement menacée : « *Mes amies et moi avons été victimes de nombreux harcèlements, en particulier ces derniers temps. Cela arrive presque exclusivement après la tombée de la nuit dans les quartiers de vie nocturne de la ville, en particulier vers le boulevard Saint-Laurent. Mes expériences ont généralement pris la forme de commentaires faits en passant par des étrangers sur le trottoir ou par des voitures dans la rue. La plupart des commentaires que j'entends ont des connotations sexuelles ou des bruits suggestifs ; parfois, on m'a demandé où j'allais ou on m'a suivie. La plupart du temps, je me sens simplement mal à l'aise et frustrée, mais les rares fois où je me suis retrouvée seule ou en petit groupe, je me suis sentie très menacée et en danger. C'est pourquoi mes amies et moi ne sortons jamais seules et si je dois faire des courses la nuit, je suis très vigilante et consciente de ce qui m'entoure.* »

Sabrina n'est pas la seule à s'être sentie mal à l'aise dans ses trajets journaliers. Carla, autre étudiante à McGill, témoigne aussi avoir été victime de ce genre d'agression. Alors qu'elle rentrait chez elle, elle attendait à un arrêt de bus devant le métro, quand un homme de l'autre côté de la rue a commencé à la « déshabiller du regard » ce qui l'a rendue « vraiment inconfortable ». Il s'est approché d'elle et lui a demandé son numéro. Alors qu'elle refusait, il s'est montré de plus en plus insistant et s'est mis en colère avant de finir par partir. Carla raconte une autre histoire qui l'a traumatisée. Cette fois, c'était un homme en voiture qui la suivait dans la rue. S'arrêtant à son niveau, attirant son attention au coup de trois klaxons, il a baissé la vitre pour lui demander une direction. Il lui a ensuite proposé de la ramener chez elle en voiture. Après avoir refusé, Carla a recommencé à marcher et il a continué à la suivre lentement, bien en dessous de la limite de vitesse. Carla poursuit sa narration : « *Je*

commence à marcher plus doucement, car je me dis que cet homme est en train de me suivre. Il voit que je marche lentement,

je monte les escaliers, j'introduis ma clé pour tourner la porte de ma maison afin de pouvoir entrer, et il fait un demi-tour violent depuis le bout de la rue, il accélère. Il me regarde dans les yeux pendant que je mets la clé dans ma porte pour qu'il puisse voir où j'habite, puis il part à toute vitesse. Après cela j'ai dû appeler ma mère. Elle voulait faire intervenir la police : c'est une épreuve que je ne veux plus jamais revivre. »

Un harcèlement ciblé

« *En général, cela nous arrive quand mes amies et moi allons ou revenons d'un bar ou d'un club, surtout quand on est un groupe de filles ou de personnes présentant des traits féminins. Je ne me souviens d'aucun cas où l'on m'aurait abordée ou criée dessus*

« **La plupart du temps, je me sens simplement mal à l'aise et frustrée, mais les rares fois où je me suis retrouvée seule ou en petit groupe, je me suis sentie très menacée et en danger** »

Sabrina*, étudiante à McGill

en présence de mes amis masculins, et je n'ai jamais été harcelée par un groupe comprenant des femmes », explique Sabrina. Le ressenti et l'intuition de

Sabrina, d'être particulièrement ciblée en tant que femme, se traduisent par des chiffres. L'étude d'Isabelle Courcy dévoile que le

harcèlement de rue touche certaines catégories de gens plus que d'autres : 91,5% des jeunes femmes âgées de 18 à 24 ans sondées ont vécu ce type d'agression.

Bien que le harcèlement de rue se manifeste souvent la nuit, le phénomène est si répandu que des occurrences d'agression en plein jour sont fréquentes. Isabelle Courcy explique que des signalements en plein jour sont communs, entre midi et 16h. Le harcèlement est si banal que les agresseurs ne ressentent même plus le besoin de se cacher. Un acte condamnable se transforme alors en pratique courante, présente en plein jour, dans des lieux publics.

Même si les choses évoluent, la pression sociale que ressentent les agresseurs reste faible.

L'étude dirigée par Isabelle Courcy montre que « pour la majorité des incidents rapportés (53 %), aucune aide n'a été offerte aux victimes par les per-

sonnes qui les accompagnaient ou par les inconnus qui ont été témoins des faits ». Carla déplorait cette absence de soutien

quand elle a été harcelée devant le métro : « On était dans une file avec plusieurs personnes et personne n'a jamais rien dit, quand il a commencé à vraiment se

« **L'étude d'Isabelle Courcy dévoile que le harcèlement de rue touche certaines catégories de gens plus que d'autres : 91,5% des jeunes femmes âgées de 18 à 24 ans sondées ont vécu ce type d'agression** »

fâcher. C'était comme si tout le monde pensait : "j'ai pas besoin de m'en occuper, elle est capable de gérer" ».

Quelles sont les solutions ?

Lorsque nous lui demandons si ces agressions l'amènent à modifier certaines de ses habitudes quand elle sort dans la rue, Agathe répond : « *Je ne vais pas changer tout mon mode de vie à cause de ce genre de choses, parce qu'elles sont inévitables, mais je suis certainement plus inquiète pour ma sécurité. J'ai peur et je suis en alerte. Je regarde derrière moi de temps en temps. Si un homme s'approche de moi, surtout s'il fait nuit, je m'éloigne du trottoir ou je m'assure de ne pas le regarder dans les yeux.* » Pour Agathe, il est important de faire la différence entre de vraies compliments polis que l'on peut adresser aux femmes dans la rue et le harcèlement qu'elle connaît

au quotidien. Elle affirme aussi que « *ce ne sont pas les femmes qui sont paranoïaques ou agaçantes. C'est vraiment inconfortable, ces hommes vous regardent comme s'ils voulaient quelque chose de vous : c'est un sentiment très désagréable. C'est aussi difficile parce qu'on ne sait pas trop comment réagir dans cette situation. Si vous dites quelque chose, que se passera-t-il s'ils continuent de vous accorder de l'attention, s'ils essaient de vous approcher et de vous toucher ? Vous avez le sentiment que si vous ne dites rien, vous les laissez s'en tirer, et vous vous sentez coupable de ne rien dire, car ils vont continuer à faire ça à d'autres femmes.* »

Le harcèlement de rue est donc un problème majeur touchant les femmes à Montréal, surtout les jeunes, dont les étudiantes de McGill. Des solutions ont été mises en place autour du campus de McGill pour remédier à ce problème. Walksafe, une association connectée à l'Association étudiante de l'Université McGill (AEUM), présente une solution efficace aux problèmes de harcèlement de rue : des étudiant-e-s bénévoles sont désigné-e-s pour accompagner une personne qui le souhaite vers une destination de son choix, à pied. Ce

service est gratuit et proposé à tous les étudiant-e-s de McGill. Blair Jackson, Vice-Président-e interne de Walksafe, nous rappelle que le premier rôle de son association est de réduire ce genre de situations : « *Il y a 32 ans, un pic de harcèlement de rue a été à l'origine de la création de notre service !* ». Iel rappelle également qu'« *il n'y a aucune raison d'appeler Walksafe qui soit "invalidé", ou "insuffisante". Il n'y a pas non plus de "bonne" ou de "mauvaise" raison d'appeler Walksafe – être une victime potentielle de harcèlement de rue est l'une des raisons pour lesquelles on peut choisir d'utiliser notre service.* » ☹

*Noms fictifs

ADÈLE DOAT
Éditrice Culture

TITOUAN PAUX
Éditeur Enquête

BÉATRICE POIRIER-POULIOT
Coordinatrice de la correction

À sa parution en 1955, le roman *Lolita* de Vladimir Nabokov provoque un véritable scandale et subit une censure sans équivoque. Relatant la relation illicite entre Humbert, 42 ans, et la fille de son épouse, âgée de seulement 12 ans, *Lolita* incarne l'image de la femme-enfant dans la littérature contemporaine. Par le biais d'une narration à la première personne – celle d'Humbert –, le roman conçoit la jeune Dolores telle une « nymphette », dont l'innocence juvénile obsède Humbert. L'enfant est sans cesse hypersexualisée, objectifiée et perversifiée : si l'on se fie aux dires du narrateur, ce serait elle qui séduit, elle qui corrompt, elle qui initie les rapprochements. Malgré ces thèmes provocateurs, et même franchement rebutants pour certains, l'œuvre de *Lolita* exerce une telle influence sur la culture contemporaine que le terme « lolita » est désormais couramment employé pour désigner une « très jeune fille qui suscite le désir masculin par une féminité précoce ».

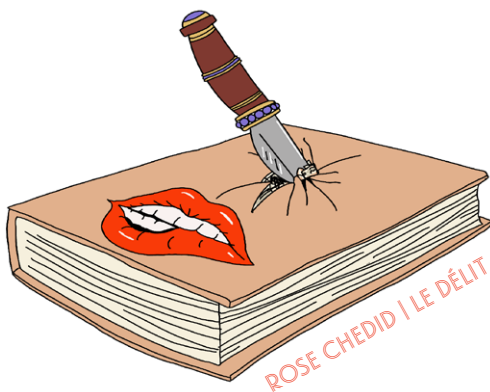
Le fantasme de la femme-enfant

Nabokov n'a pourtant rien inventé : dès les balbutiements de la littérature fictionnelle, la figure de la femme-enfant est exploitée, quoique moins controversée. En effet, à l'époque, il n'est nullement inhabituel pour les trentenaires d'épouser de jeunes adolescentes. L'île Sainte-Hélène, à Montréal, porte d'ailleurs le nom de la femme de Samuel de Champlain, Hélène, qui n'avait alors que 12 ans. Charmant !

Dès l'Antiquité, la mythologie reflète cette fascination pour la jeunesse féminine, associée à la pureté, à la vertu, et à l'innocence. Pourtant, dans la mythologie gréco-romaine, les personnages féminins qui succombent à la tentation sont sévèrement jugés et punis. Les nymphes par exemple, ces divinités à la beauté et au charme juvénile, subissent le courroux d'Héra, l'épouse de Zeus, qui ne peut supporter les infidélités de ce dernier. Ainsi, ce stéréotype de la nymphe séduisante, aguicheuse, à la beauté ensorcelante qui corrompt l'homme, remonte à bien avant *Lolita* : Nabokov ne fait que reproduire (de manière graphique, j'en concorde) cette tendance pernicieuse à fétichiser la femme-enfant. Il absout son narrateur en diabolisant

la fillette et son innocence, lui prêtant des intentions perverses et immorales.

L'univers des contes des fées contribue également à cette association incongrue de la beauté à la pureté, à l'innocence, et surtout à la jeunesse. Le conte original de *Blanche-Neige et les sept nains*, mis en page par les frères Grimm, met l'accent sur le teint porcelaine de la princesse et sur sa voix haut-perchée. Alors que l'adaptation de Walt Disney rend le conte plus digeste, le personnage est supposément âgé de 14 ans, et réveillé d'un sommeil éternel par le baiser du prince Florian, de 17 ans son aîné. Dans la version originale, Blanche-Neige n'a que sept ans lorsqu'elle fuit le château de son père.



La culture populaire promeut ainsi des figures de la féminité juvénile, qui jouent explicitement sur le registre de l'érotisme. Alors que la narration de *Lolita* expose sans compromis ce regard ambigu porté sur les jeunes filles, certaines œuvres plus contemporaines semblent au contraire exploiter cette ambivalence pour nourrir les fantasmes de l'auteur et du lecteur. Bien que la littérature regorge désormais de personnages féminins complexes, auxquels les lectrices peuvent s'identifier, on peut toutefois toujours observer les relents d'une fascination malsaine pour la beauté enfantine.

L'impact de l'objectification romanesque

L'hypersexualisation des personnages féminins est nourrie par l'obsession des écrivains pour les descriptions détaillées des caractéristiques physiques des femmes, qui réduisent ainsi ces personnages à l'attrait sexuel qu'ils exercent. Ces caractéristiques sont considérées comme les plus précieuses au regard masculin de l'auteur, qui néglige alors la construction de la personnalité de son personnage et ne lui per-

met d'exister que par son apparence et sa beauté.

Dans le cas d'un narrateur omniscient, ces portraits dénaturés de femmes sont véritablement déplorables. Bien qu'ils s'inscrivent dans un contexte fictionnel, il demeure que la littérature reflète conséquemment les préoccupations et perceptions de leur époque : celles d'une société qui a été encouragée à consommer des images de femmes hypersexualisées depuis leur plus jeune âge. Ces images favorisent des critères esthétiques déraisonnables, parce qu'associés à des corps prépubères : un corps lisse, dénué du moindre poil ; un corps menu, à la taille de guêpe et au poids-plume ; un visage délicat, aux yeux de biche...

Ces normes esthétiques irréalistes se transmettent dans la littérature, par cette perception biaisée de l'auteur masculin, qui soutire aux personnages féminins toute leur complexité, les rabaisant au statut d'objet de désir pour le narrateur, d'objet de fantasme. Je pense par exemple à *Moon Palace* (1989), de l'auteur américain Paul Auster : « Elle n'était pas maquillée et ne portait pas de soutien gorge (...). Elle avait de jolis seins, qu'elle arborait avec une admi-

heureux de me réincarner en son soutien-gorge. (tdlr) »

Le règne de Lolita

Malgré l'empressement de la critique à condamner *Lolita*, son influence perdure. Il ne s'agit pas forcément de blâmer les auteurs pour leurs élucubrations obscènes, mais plutôt de comprendre comment cette sexualisation de la femme-enfant peut persister dans une société contemporaine, où l'on semble de prime abord condamner ces descriptions quasi pédopornographiques. Nabokov précise lors d'une entrevue en 1975, que « *Lolita* n'est pas une jeune fille perverse, c'est une pauvre enfant que l'on débauche, dont les sens ne s'éveillent jamais sous les caresses de l'immonde monsieur Humbert ». L'intention d'écriture s'élucide donc peu à peu : par le biais d'un narrateur coupable, non fiable, l'auteur confronte son lecteur, l'incite à formuler - ou non - un jugement moral envers ses personnages.

Plusieurs œuvres contemporaines reprennent ce concept : par le biais d'un narrateur masculin est dépeint un ou plusieurs personnages féminins, qui exercent une fascination sur l'homme, que ce soit par leur pureté indéniable ou leur aura mystérieuse. Les personnages féminins sont ainsi définis par le regard du narrateur-personnage, dont le discours, profondément teinté par une image idéalisée de la femme, peut alors être décortiqué par le lecteur. Ainsi, grâce à un narrateur fictionnel, les auteurs parviennent à dénoncer un discours problématique, en exploitant cette ambivalence soulignée par Nabokov.

« La culture populaire promeut ainsi des figures de la féminité juvénile, qui jouent explicitement sur le registre de l'érotisme »

Le roman *The Virgin Suicides*, de Jeffrey Eugenides, paru en 1994, s'apparente à cette démarche : sous le regard voyeur de quatre garçons, cinq sœurs tentent de se remettre d'un drame familial ; la tentative de suicide de la cadette de la famille, âgée de 13 ans. La souffrance des jeunes filles est systématiquement filtrée par une narration imprégnée de désir sexuel, qui rend presque érotique cette douleur, si bien qu'au terme

de la lecture, on ne peut réellement concevoir un portrait précis des personnages féminins ; leur existence demeure entachée par une narration perverse.

Malgré les études littéraires qui supportent l'hypothèse d'une subversion de ce type de discours, là où Nabokov a explicitement soutenu avoir voulu confronter le lecteur, les autres auteurs ne se sont quant à eux pas prononcés à ce sujet. Impossible donc de déterminer si cette démarche s'avère, comme dans le cas de *Lolita*, intentionnelle, ou si elle relève plutôt d'une autofiction de leurs propres fantasmes.

Réappropriation féminines et féministes

Face à l'effervescence d'une génération « lolita » endoctrinée par des représentations d'une féminité précoce, plusieurs autrices tentent de réinventer à travers leur œuvre littéraire cette image de la femme-enfant, en mettant en scène des personnages féminins complexes, qui résistent aux stéréotypes et aux pressions sociales.

L'autrice Nelly Arcan, pseudonyme d'Isabelle Fortier, fait une entrée remarquée sur la scène littéraire avec le roman *Putain*, qui transmet une hyper-conscience de cette figure de la femme en tant qu'objet érotique. D'une plume percutante, elle décrit les attentes imposées aux femmes pour correspondre aux archétypes de la putain, ou de la femme-enfant, soulignant surtout comment ces pressions s'avèrent destructrices et aliénantes pour la femme.

Par la prise de parole et la fiction, l'autrice offre des perspectives narratives puissantes, qui mettent en lumière les défis imposés aux femmes pour correspondre à des normes de jeunesse et de beauté. Son œuvre encourage le dialogue sur les stéréotypes auxquels les femmes sont confrontées, incitant ainsi la société à reconnaître ces enjeux et à promouvoir une compréhension plus nuancée de la féminité. En utilisant la littérature comme plateformes d'expression, Arcan contribue de manière significative à la réflexion et à la prise de conscience concernant l'image de la femme-enfant et ses implications, tout en offrant des récits puissants d'émancipation et de résilience. ☹

ENTREVUE

Entre créativité et éco-anxiété

Rencontre avec Florence K et Nessa Ghassemi-Bakhtiar.

JULIETTE ELIE

Éditrice Culture

La Société des arts technologiques (SAT), en collaboration avec l'Université du Québec à Montréal (UQAM), a présenté cette fin de semaine la conférence *En Équilibre : l'éco-anxiété, moteur de transformation créative*. Celle-ci était animée par Florence K, musicienne, animatrice radio et étudiante au doctorat en psychologie à l'UQAM, et par Nessa Ghassemi-Bakhtiar, conférencière, diplômée de McGill en déterminants socio-écologiques de la santé, aussi étudiante au doctorat en psychologie à l'UQAM.

comportementales face à la prise de conscience des changements climatiques. Ça comprend l'anxiété, qui est orientée vers le futur, mais lorsqu'on dit que ce n'est pas un trouble anxieux, c'est parce qu'un trouble anxieux, ou l'anxiété en général, est associé à la pensée catastrophique. Pourtant, en ce moment, les catastrophes sont très réelles et ce qui est projeté l'est également. Donc, l'éco-anxiété n'est pas un trouble anxieux, parce qu'on n'est pas en train de se faire des idées trop grandioses de ce qui s'en vient. Pour moi, ce qui est important à retenir, c'est

Florence K (FK) : Je pense que l'idée est venue d'un désir qu'avait la SAT de parler d'anxiété. L'anxiété, c'est sur toutes les lèvres. L'éco-anxiété commence à faire partie de la réalité de beaucoup de jeunes personnes, et de moins jeunes aussi. J'ai pensé à Nessa, qui est en train de faire sa thèse sur les déterminants de l'éco-anxiété chez les jeunes. Ce n'est pas du tout ma spécialisation. Moi, je la connais seulement pour l'avoir ressentie. Au doctorat, c'est sur la créativité que je travaille. Donc, on a cherché, ensemble et

vivre notre éco-anxiété. Donc, la conférence va alterner entre Nessa et moi : elle va apporter tout son savoir sur l'éco-anxiété et moi le mien sur la créativité. Avec une rencontre entre ces deux sujets, on veut essayer d'amener quelque chose de nouveau et de positif à tout ça.

LD : Vous êtes toutes les deux artistes, à votre manière. Est-ce que vos créations sont influencées par votre éco-anxiété? Si oui, comment?

énergie dans la production artistique, comme je le faisais avant.

FK : De mon côté, quand je donne des concerts ou que je travaille avec des groupes, j'ai l'impression que même si tout ce qui se passe dans le monde est vraiment terrible sur le plan des changements climatiques, même si ça peut tuer l'espoir par moments, être en symbiose avec la musique et avec d'autres personnes à travers la musique fait renaître l'espoir. C'est comme

« Être en symbiose avec la musique et avec d'autres personnes à travers la musique fait renaître l'espoir »

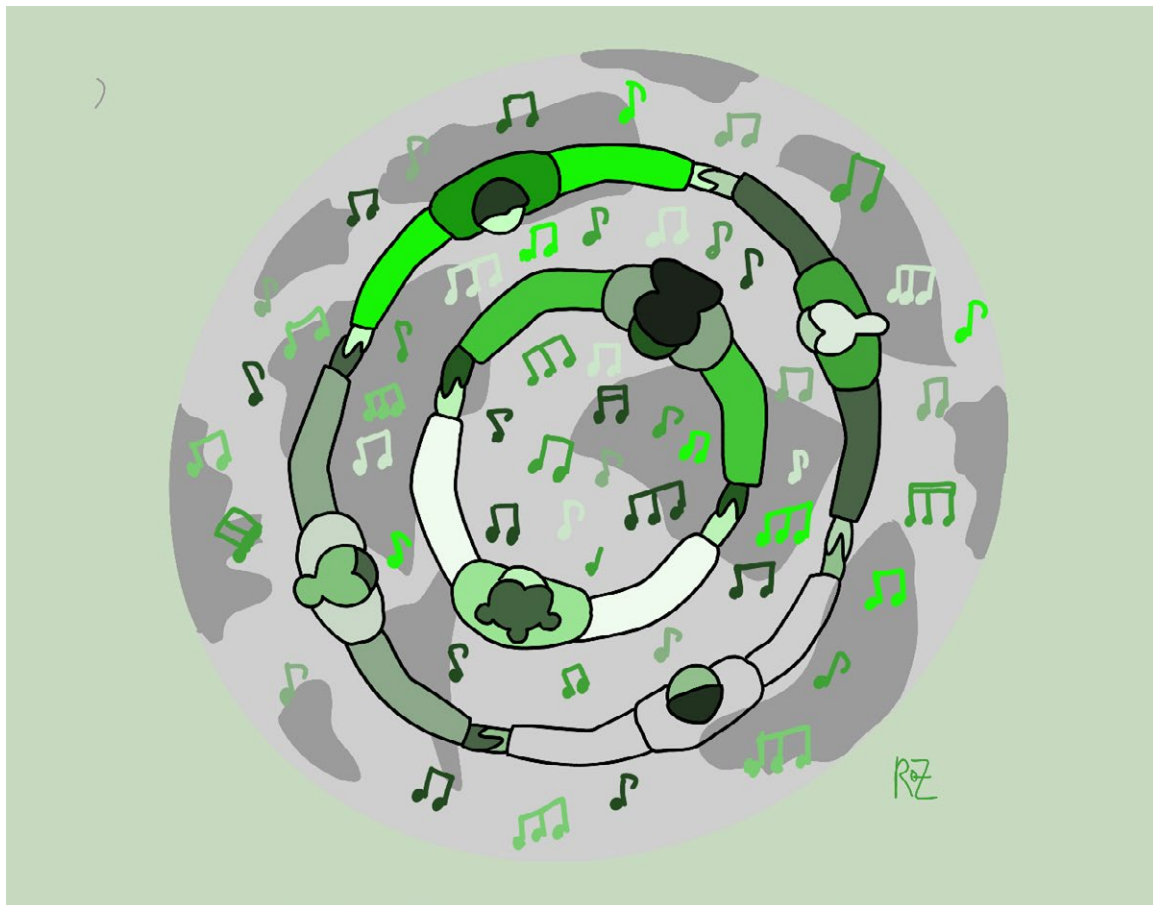
Florence K

NGB : Je dirais que ça fait longtemps que je ne me suis pas identifiée comme artiste! Depuis que je suis retournée aux études en psychologie, on dirait que j'ai un peu abandonné ce titre-là. Quelque chose qui a été vraiment difficile pour moi, c'est que je suis passée du Cégep, où je suivais beaucoup de cours dans le domaine artistique, que ce soit de théâtre ou d'écriture créative, à un baccalauréat en environnement à McGill, où j'ai un peu perdu ces habitudes-là, parce que ce n'était pas intégré dans mon parcours. C'est déjà exigeant, faire des études supérieures, et à ce moment-là, je vivais probablement ce qu'on définirait aujourd'hui comme l'éco-anxiété. C'était de 2011 à 2015, quand on ne parlait pas encore d'éco-anxiété dans le monde environnemental. Dans mes cours d'anthropologie, j'ai eu la chance de reconnecter en quelque sorte avec la fibre créative, à travers l'anthropologie visuelle. C'est ainsi que j'ai voulu explorer la possibilité de créer, de contribuer à des changements sociaux à travers la création. Je dirais que maintenant, la créativité, j'ai appris à l'utiliser autrement que par la production artistique. C'est d'ailleurs quelque chose que l'on abordera dans la conférence. J'aime quand même faire de la photo, de la vidéo, de la danse, mais je ne me mets pas la pression de canaliser mon

si ça m'accordait des moments où je crois en l'humanité, et qu'en travaillant ensemble, en construisant quelque chose ensemble, on peut encore ressentir cette flamme-là. C'est vraiment une expérience que je partage à chaque fois que je fais de la musique avec quelqu'un, puis à chaque fois que je fais de la musique pour des gens. C'est l'idée qu'eux aussi me donnent quelque chose, par leur écoute et par le fait qu'ils soient là, ensemble. La musique, c'est vraiment devenu une façon de me donner des *breaks* de pensées anxieuses et de doctorat aussi, entre autres! On va en faire l'expérience dans la conférence. Il va y avoir un moment où on va expérimenter la musique tous ensemble, le public, Nessa et moi, pour ressentir comment ça peut faire du bien.

LD : Pensez-vous qu'un jour il va falloir, en quelque sorte, induire l'éco-anxiété chez les gens, pour engendrer une mobilisation? Est-ce que cela serait efficace ou nécessaire?

NGB : Je dis souvent que la réponse normale à la prise de conscience des enjeux climatiques et environnementaux, c'est l'éco-anxiété. Il faut faire attention, il y a tout un discours sur le fait de jouer avec les émotions. Je pense qu'il faut qu'on crée d'abord l'espace pour vivre l'éco-anxiété



ROSE CHEDID | LE DÉLIT

Le Délit (LD) : Dans plusieurs publications et entrevues, vous dites, Nessa, que l'éco-anxiété n'est pas un trouble anxieux. Pourriez-vous donc expliquer en quoi cela consiste?

Nessa Ghassemi-Bakhtiar (NGB) : Il y a énormément de définitions de l'éco-anxiété dans la littérature, mais celle qui nous rejoint le plus (quand je dis nous, je veux parler du collectif de personnes qui travaillent sur les questions de l'adaptation psychologique au changement climatique), c'est de dire que ça inclut une variété de réponses émotionnelles, cognitives et

que l'éco-anxiété est une réponse qui est saine et adéquate face à l'ampleur des enjeux des changements climatiques.

avec la SAT, comment on pouvait arrimer ces deux thèmes-là qui nous tiennent à cœur. Puis, la solution s'est imposée d'elle-

« L'éco-anxiété n'est pas un trouble anxieux, parce qu'on n'est pas en train de se faire des idées trop grandioses de ce qui s'en vient »

Nessa Ghassemi-Bakhtiar

LD : Vous donnerez ensemble une conférence les 14 et 15 octobre sur l'éco-anxiété et la créativité. D'où est venue l'idée de jumeler ces deux sujets?

même : l'éco-anxiété fait appel à nos ressources créatives pour trouver les solutions face aux changements climatiques, mais aussi par rapport à la manière de

et les émotions qui lui sont relatives, comme la peur et la colère. Cet espace-là, je pense qu’il n’existe pas en ce moment. Je pense que nous ne sommes pas équipés, en tant que société, pour gérer nos émotions tout court. Donc, utiliser les émotions pour manipuler les gens, par exemple dans l’adoption des changements radicaux nécessaires pour faire face aux dérèglements climatiques, c’est une mauvaise tactique à avoir en ce moment. Notre cerveau est fait pour garder le statu quo. Par exemple, si on fait peur aux gens avec des informations sans leur dire ce qu’il faut en faire, c’est normal que pour plusieurs, le mécanisme de défense soit de penser que les informations sont exagérées. Le problème, c’est que la science et les informations par rapport aux changements climatiques ne sont pas exagérées. La mission que je suis en train de construire autour du travail que je fais, c’est d’édu-

quer, d’informer et de transmettre des connaissances sur la fonction qu’ont les émotions. On a donné des connotations négatives à certains sentiments, dont la culpabilité. « Comment parler des changements climatiques sans générer la culpabilité? », c’est quelque chose qu’on entend souvent. Mais selon moi, la culpabilité a une fonction. Elle t’informe sur quelque chose qui t’importe. Si tu te sens coupable, c’est peut-être parce que tu n’es pas en train de faire quelque chose qui concorde avec ton bien-être ou tes valeurs. En tant que société, on a fait en sorte que ces émotions, soi-disant négatives ou inconfortables, soient réprimées. Je préfère utiliser « inconfortables » parce que c’est de l’inconfort qui est généré. Et jusqu’à un certain point, je suis d’accord qu’il faut produire l’inconfort chez les gens, mais il faut que ça soit fait dans un espace qui est capable de mener vers

l’utile. Tout comme la créativité d’ailleurs, qui nécessite l’espace mental nécessaire pour en faire usage.

LD : *Sur une note un peu plus légère, comment vous êtes-vous rencontrées?*

« Notre cerveau est fait pour garder le statu quo »

Nessa Ghassemi-Bakhtiar

FK : Nessa fait partie de la cohorte qui a une année de plus que moi au doctorat. Elle avait organisé un midi causerie pour les nouveaux étudiants de notre section, deux mois avant que le doc commence. [En parlant à Nessa] T’étais super engagée, déjà tu parlais et j’ai fait « Wow »! J’ai vraiment une admiration pour les gens qui ont une grande

force de mobilisation, qui ont des valeurs et des choses qu’ils veulent amener dans la société. Ce n’est pas évident non plus, un sujet comme l’éco-anxiété, c’est quelque chose qui n’est pas facile à gérer pour beaucoup de gens. Et moi j’ai juste trouvé ça vraiment *hot* que Nessa travaille

NGB : On a connecté sur des valeurs communes, de justice sociale, entre autres.

FK : C’est amusant d’avoir des amis au doctorat, parce qu’on devient parfois très isolé dans notre travail. C’est une des raisons pour lesquelles j’ai rejoint le comité exécutif de l’AGEPSY-CS, pour faire des rencontres et pouvoir échanger. C’est une façon de tisser un réseau dans un programme où on est très dispersé.

NGB : On s’est rejointes sur cette nécessité de recréer un sentiment d’appartenance, post-pandémie, avec quelque chose de plus grand que nous, en tant qu’individus.

FK : Et c’est intéressant de pouvoir mettre nos deux champs de spécialisation ensemble, puis de voir qu’en fin de compte, les sujets peuvent se tisser ensemble. ☺

ANNA BISTOUR
Contributrice

La *fashion week* est de retour, mais cette fois, le défilé de McGill débarque au bord d’une piscine olympique. Le 30 septembre, *Circle of Fashion*, le club de mode au sein de l’Université McGill à Montréal, s’est donné le défi de réaliser un défilé de mode au Centre sportif de Montréal. Manon Shida, qui a fondé le club l’année dernière, s’est inspirée du styliste français Jacquemus, qui avait lui-même réalisé son second défilé, intitulé *Automne-Hiver 2013-2014*, autour d’un bassin. L’équipe s’y est prise à l’avance, et après avoir contacté une grande quantité de piscines à Montréal, il a fallu quelques semaines pour recevoir une réponse positive et commencer l’organisation. L’équipe s’est chargée de trouver les créateurs de mode, le lieu de réception, et la manière d’animer l’événement. Le comité *Circle of Fashion* est constitué de passionnés de mode, qui aiment partager leur créativité au sein d’une communauté, en personne comme en ligne. Leur travail prend plusieurs formes. Les membres du comité écrivent des articles publiés sur leur site Internet et sur leur page Instagram. De plus, ils organisent des événements, tels que des ventes de vêtements ou des ateliers, afin de développer, par exemple, des compétences en photographie.

Il est temps de se jeter à l’eau

En avril dernier, *Circle of Fashion* présentait son tout premier défilé de mode, dans un musée. L’équipe a tenu à perpétuer cette tradition de choisir

les créateurs conservaient une bonne humeur et les sourires étaient au rendez-vous. Les mannequins étaient principalement des étudiants de McGill. Il n’était donc pas nécessaire de faire partie du club, ni d’avoir

de la tête aux pieds, a été créée et pensée par les stylistes eux-mêmes, qui ont soigneusement sélectionné leurs mannequins des semaines auparavant. Pendant une heure et quart, le spectacle nous a fait voyager à travers les saisons et les époques. Maison Préfontaine a opté pour les chapeaux de *cowboy*, Rose Poer Clothing pour les vestes polaires colorées (afin de se préparer aux temps froids) et My Sweet Sweven nous a fait découvrir l’élégance des jupes tricotées. La créatrice Made To Be Mad a même fait attention aux détails en assortissant ses

les stylistes ont présenté leurs créations, accompagnées d’une liste de lecture qu’ils avaient eux-mêmes choisis, plongeant les spectateurs dans leur univers. L’originalité du spectacle se trouvait donc dans la diversité des pièces. Mais alors, parmi toutes ces créations, peut-on entrevoir quelle sera la prochaine tendance mode? Selon ce qu’on a vu au défilé, les inspirations seront des chandails de toutes les couleurs, des ensembles, des chemises et des pantalons transparents pour tous les styles, avec beaucoup d’accessoires dans les cheveux ou sur la tête!



ROSE CHEDID | LE DÉLIT

des endroits insolites pour son deuxième défilé. Le complexe sportif du Parc olympique de Montréal a ouvert ses portes à onze créateurs provenant de plusieurs universités et de divers milieux. Certains ont déjà fait de la mode et du *design* leur métier, tandis que pour d’autres, ce fut leur première expérience. Les bras chargés de morceaux de tissus, de rubans, et de chaussures,

de l’expérience pour participer, cela ne demandait que de la motivation et de l’enthousiasme.

Un pied devant l’autre et le regard droit

Le défilé était ouvert au public, aux passionnés de mode comme aux curieux. Les invités ont pris place sur des bancs autour du bassin. Chaque tenue,

modèles avec des chaussettes orange et des chaussures noires pour toutes! En d’autres termes, il y en avait pour tous les goûts. La soirée fut un réel succès, notamment grâce aux DJ qui ont rythmé le défilé et aux photographes qui ont immortalisé le moment. Vous pouvez d’ailleurs retrouver les photos sur le compte Instagram de *Circle of Fashion*. Tour à tour,

Le défilé ne s’est pas terminé avec les mannequins à l’eau, mais plutôt sous une pluie d’applaudissements félicitant le travail fourni par *Circle of Fashion* et les créateurs pour mettre sur pied ce projet. S’il fallait décrire en deux mots l’événement, ce serait créativité et plaisir. Bien que le prochain défilé ne soit pas encore planifié, restez aux aguets pour ne pas le rater! ☺

Coup d'État au théâtre

Équinoxe questionne le rôle des acteur·rice·s dans nos sociétés.

« Le monde entier est un théâtre, et tous les hommes et les femmes ne sont que des comédiens », disait Shakespeare dans le poème « The Seven Ages of Man ». Si le théâtre est aussi fondamental que le suggère l'écrivain britannique culte, on peut se poser la question de sa fonction dans nos sociétés. À quoi sert le théâtre ? Que sont des comédien·ne·s ? Ce sont ces questions qu'explore la pièce de théâtre *Équinoxe*, écrite et réalisée par Hugo Fréjabise, qui était présentée en ce début de mois d'octobre au Centre du Théâtre d'Aujourd'hui. La jeune et dynamique troupe de Joussour nous a fait vibrer avec cette pièce par sa profondeur philosophique et ses thèmes d'actualité.

Un équilibre précaire

Équinoxe correspond au titre de la pièce, mais pas seulement. D'après la définition du Larousse, l'équinoxe est l'époque de l'année où le soleil traverse l'équateur céleste et où le jour a la même durée que la nuit. Dans équinoxe, on retrouve le mot latin « nox » qui signifie la nuit. C'est un équilibre délicat qui, à tout moment, menace de céder,

« C'est un équilibre délicat qui, à tout moment, menace de céder, nous faisant basculer du jour à la nuit, ou de la nuit au jour »

nous faisant basculer du jour à la nuit, ou de la nuit au jour. Ce titre n'est pas choisi par hasard, car Hugo Fréjabise utilise la métaphore de l'équinoxe, à la veille de l'hiver, pour nous faire prendre conscience de la nécessité de prendre une décision quant à l'avenir que l'on souhaite bâtir. Nous ne sommes pas les seul·e·s confronté·e·s à cette tâche, car pour la troupe de théâtre au cœur de l'intrigue de la pièce, c'est le moment de choisir.

La pièce met en scène ces acteur·rice·s qui, après une longue absence, se retrouvent pour une soirée entre ami·e·s dans un chalet en ruines le jour de l'équinoxe d'automne. Le groupe a douze heures pour décider s'il·elle·s joueront à nouveau ensemble. Toute grande décision demande réflexion préalable et c'est ainsi



que nous nous retrouvons plongé·e·s dans la discussion dans laquelle les questions surpassent en nombre les réponses.

Les acteur·rice·s nous invitent à se joindre à leur soirée vivante et bruyante d'une durée de trois heures, nous laissant voir leur bonne humeur graduellement capituler sous l'effet de l'alcool

Dans cette mise en abyme du théâtre dans le théâtre, les acteur·rice·s et personnages illustrent une jeunesse bouillonnante, animée par des idéaux et des valeurs qu'elle juge bafouée par la société et l'État. « Si on dit les choses telles qu'elles sont aujourd'hui, on ne nous entend pas », affirme l'une des actrices. Même dans

mettant en question leur rôle de comédien·ne dans la société.

À quoi sert donc le théâtre ? Si jusque là les débats se faisaient dans le respect, chacun écoutant les arguments des autres, la discussion tourne à la dispute. Le ton monte tandis que deux groupes se créent : ceux·celles qui pensent que le théâtre doit être politique et transformer la société peu importe les conséquences, contre ceux·celles qui s'attachent au théâtre comme moyen de divertissement, parmi tant d'autres dans cette culture de masse, et qui voient le théâtre comme le métier qui leur permet de subvenir à leurs besoins. Bien que le théâtre ne soit qu'une représentation, il incarne des situations concrètes et réelles. En cela, il en devient facilement un langage politique, en tant que lieu d'expression et de pensée alternatives au gouvernement.

Le théâtre comme arme politique

La pièce nous invite ainsi à réfléchir au rythme d'un texte sublime et percutant. Hugo Fréjabise a fait un véritable travail sur la langue, jouant sur les multiples sens que peut avoir un mot, utilisant métaphores et effets de style avec perspicacité et en comparant des langues étrangères (italien, arabe, anglais). Il nous expose le pouvoir des mots, et par la même occasion la force du théâtre comme langage de la scène.

nos sociétés en paix, « l'État ne dit plus rien et nous ment ». Un acteur propose alors au reste de la troupe, l'idée de monter un coup d'État. La frontière entre le théâtre de représentation et la réalité est alors embrumée. Une

« La frontière entre le théâtre de représentation et la réalité est alors embrumée »

Métaphores et métaphysique

La troupe nous fait passer du rire aux larmes, de la littérature au rap français (SCH, PNL), des questions métaphysiques à la danse et au chant. Le jeu des acteur·rice·s est époustoufflant. Il·elle·s réussissent à exposer une

réelle colère et passion pour leur art auquel il·elle·s cherchent à donner un sens. On peut reprocher au metteur en scène de ne pas s'être attardé suffisamment sur la définition des personnages, dont on ne retient pas les noms. Douze, cela fait beaucoup d'acteur·rice·s et leur identité à chacun·e s'efface sous celle de la troupe. Par ailleurs, la pièce commence par une introduction coupée du reste de l'intrigue, dans laquelle les actrices parlent une langue étrangère, obligeant le·la spectateur·rice à lever la tête pour lire le texte traduit qui défile rapidement sur un écran. C'est dommage car cela empêchait d'apprécier la mise en scène et le jeu des actrices. Toutefois, les magnifiques tableaux de la pièce compensaient ces quelques défauts pour faire de celle-ci un succès. Le spectacle se termine sur l'image puissante d'une métaphore corporelle : les acteur·rice·s qui incarnent chacun une entité, un concept associé au domaine de la culture (ministère, théâtre), gravitent inexorablement sur la scène selon les lois de l'univers. Parmi eux·elles, un membre de la troupe incarne un acteur qui cherche à se trouver une place parmi ces entités, qui ne lui laissent pas d'espace pour exister.

La pièce se termine sur une projection cinématographique nous plongeant au cœur des tensions en Palestine. Même dans ce contexte effroyable, le théâtre existe et est essentiel comme outil d'expression et d'échappatoire. C'est en comprenant son importance dans des régions en guerre comme en Palestine, qu'Hugo Fréjabise se pose la question de sa place dans nos sociétés en paix. Même dans celles-ci le théâtre est toujours nécessaire. Il nous incite à penser

et remettre en cause nos sociétés, tout en jouant un rôle crucial dans la propagation d'idées. Sans lui, on risque de perdre notre autonomie, reléguée entièrement à l'État, car c'est à nous de décider du futur qu'on veut bâtir et de la place que l'on souhaite occuper. ☺

ADÈLE DOAT
Éditrice Culture